

## Récit journalistique et action collective dans l'Égypte des années 2000

Entre le « faire de l'histoire » et le « faire l'histoire »

**Bachir Benaziz**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/3410>

DOI : 10.4000/ema.3410

ISSN : 2090-7273

### Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 25 mars 2015

Pagination : 87-113

ISBN : 9782905838858

ISSN : 1110-5097

### Référence électronique

Bachir Benaziz, « Récit journalistique et action collective dans l'Égypte des années 2000 », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Troisième série, Evolution des systèmes médiatiques après les révoltes arabes, mis en ligne le 25 mars 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3410> ; DOI : 10.4000/ema.3410

---

## RÉSUMÉ / ABSTRACT

La presse privée égyptienne a fortement investi la couverture des mouvements de protestation en Egypte. Son émergence au milieu des années 2000 coïncide de manière significative avec la montée des protestations collectives. En s'appuyant sur quelques travaux fondateurs de Michel de Certeau, notamment à travers sa célèbre distinction entre la « stratégie » et la « tactique », l'auteur revient sur le rôle du récit journalistique dans la vague de mobilisations qu'a connu le milieu des « travailleurs » égyptiens à partir de 2004. L'auteur espère aussi par-là participer au débat sur le rôle des sources de presse dans l'étude des mouvements de protestation.

### MOTS CLÉS :

Presse privé, mouvement social, récit journalistique, archives journalistiques, stratégie, tactique, lieu de production, itinéraire d'action collective.

The Egyptian private press invested heavily in the coverage of protest movements in Egypt. The emergence of Egyptian private press in the years following the turn of the millennium significantly coincided with the rise of collective protest. By basing his research on several foundational works by Michel de Certeau, notably through his famous distinction between "strategy" and "tactic", The author revisits the role of journalistic narrative in the wave of protests that took over the Egyptian «working class», starting from 2004. The author also hopes, in this way, to participate in the debate on the role of press sources in the study of protest movements.

### KEYWORDS:

Private Press, Social Movement, Journalistic Narrative, Journalistic Archives, Strategy, Tactic, Place of Production, Itinerary of Collective Action.

---

BACHIR BENAZIZ est doctorant en sociologique politique à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, sous la direction de Sarah Ben Néfissa. Il est boursier de l'Institut de Recherche pour le Développement. Sa thèse porte sur les relations entre presse privée et mouvements sociaux en Egypte.

BACHIR BENAZIZ is a PhD student in Political Sociology at the University of Paris 1 Panthéon Sorbonne under the supervision of Prof. Sarah Ben Néfissa. He has a scholarship at the Research Institute for Development. His thesis deals with the relationship between the private press and social movements in Egypt.

BACHIR BENAZIZ

---

RÉCIT JOURNALISTIQUE ET ACTION  
COLLECTIVE DANS L'EGYPTE DES  
ANNÉES 2000

ENTRE LE « FAIRE DE L'HISTOIRE »

ET LE « FAIRE L'HISTOIRE »<sup>1</sup>

« Dans l'Athènes d'aujourd'hui, les transports en commun s'appellent métaphorai. Pour aller au travail ou rentrer à la maison, on prend une « métaphore » - un bus ou un train. Les récits pourraient également porter ce beau nom : chaque jour, ils traversent et ils organisent des lieux ; ils les sélectionnent et les relient ensemble ; ils en font des phrases et des itinéraires. Ce sont des parcours d'espaces »<sup>2</sup>.

MICHEL DE CERTEAU

*L'invention du quotidien, arts de faire*

« A l'époque on ne cessait de me dire mais pourquoi tu critiques Moubarak tous les jours, chaque jour tu écris sur Moubarak ! C'est que chaque jour le même acteur de la même pièce de théâtre monte sur scène et répète le même discours, chaque jour nous entendions la même chanson. Mais ce qui est beau c'est de pouvoir critiquer avec art, *al-Dustôr* s'opposait avec art, protestait avec

---

1. Je fais référence ici à la distinction opérée par Michel de Certeau dans son livre *L'écriture de l'histoire*, 1975.

2. De Certeau, 1990.

art, et il a réussi car il s'insurgeait avec art et parlait de douleurs avec joie. Tout ceci a fait que le journal al-Dustôr ait pu tisser une relation spéciale avec le lecteur. Pour que les choses soient claires : pour moi, la véritable réussite du Dustôr n'était pas seulement dans sa capacité à être vendu, sa véritable réussite est dans les 18 jours de la révolution du 25 janvier. Je voyais que les gens se révoltaient de la même manière que le faisait le journal, avec le même style, c'est-à-dire qu'ils se révoltaient avec art ; les jeunes qui chantaient et dessinaient, on avait aménagé sur la Place Tahrir une tribune pour des groupes de musique et pour faire du théâtre, bref cette révolution était à l'image de ce qu'on produisait chaque jour sur les papiers du journal »<sup>3</sup>.

IBRAHIM EISSA

L'histoire de la presse privée égyptienne est profondément liée au développement des mouvements de protestation qui connaissent, à partir des premières manifestations de « Kifayat » en 2004, un épanouissement qualitatif et quantitatif qui a touché tous les secteurs de la vie sociale en Egypte. Des journaux comme al-Massry al-Youm et al-Dustôr, fondés respectivement en 2004 et en 2005, ont bâti leurs gloires sur l'accompagnement médiatique de la contestation politique et sociale. Accompagnement qui s'est manifesté non seulement par le nombre d'articles et de débats consacrés à ce sujet, mais aussi par une implication directe des journalistes dans l'expression et la réussite d'une action collective. Inversement, on ne peut approcher les mutations de l'action collective en Egypte, que ce soit pour la manifestation ou la pratique du sit-in, sans prendre en considération l'importance du processus de démonopolisation du champ médiatique, avec la naissance de la presse privée et les premières chaînes satellitaires égyptiennes au milieu des années 2000. Certes, comme le rappelle bien Sarah Ben Néfissa, les égyptiens n'ont pas attendu l'émancipation des médias de la tutelle de l'Etat pour manifester<sup>4</sup>. Une tradition du « recours à la rue » est bien établie en Egypte, surtout chez la classe ouvrière. Mais nous pensons que l'avènement de la médiatisation de la contestation, médiatisation qui s'appuie sur *un nouveau lieu d'observation et de production journalistique*, le journal ou la télévision financée par des hommes d'affaires, a entraîné des effets inédits dans l'histoire protestataire de l'Egypte. Outre une complexification croissante de

---

3. Entretien avec Ibrahim Eissa, rédacteur en chef du journal privé al-Tahrir, Le Caire, 2013.

4. Ben Néfissa, 2013.

l'action collective, marquée par la diversification des catégories d'acteurs en jeu et la montée en importance d'une compétence spécifiquement médiatique, on assiste avec l'intrusion du « média » dans le processus protestataire à l'élargissement des mobilisations à des groupes sociaux jusque-là sans passé réfractaire significatif et fort atomisés, notamment le milieu des fonctionnaires. Cet article a pour ambition première de proposer une réflexion sur le rôle performatif et créatif du récit journalistique dans la « vague » de mobilisations qu'a connue le milieu des « travailleurs » égyptiens à partir de 2004. Le recours à certains travaux de Michel de Certeau<sup>5</sup> nous permet de saisir ce rôle dans le cadre d'une « ambivalence structurante » : à la fois « lieu » d'« observation » sociale et acteur partie prenante dans un processus de mobilisation, créateur de lecteurs et articulateur de pratiques d'espace, le journal privé égyptien « fait de l'histoire » en même qu'il participe, à travers la narration commercialisée d'actions subversives, à « faire l'histoire » politique de l'Égypte. De l'implication de l'institution médiatique dans la production et l'écriture de l'actualité, le récit/archive journalistique tire une démarcation décisive et impose une relativisation des approches qui voient dans les sources de presse un élément biaisant l'analyse des mouvements de protestation. Un premier point aura donc pour tâche un bref exposé de ce qui nous paraît une des critiques les plus importantes formulées autour de la question, celle d'Olivier Fillieule avec sa notion de « cycle d'attention médiatique »<sup>6</sup>. Critique qui, nous le savons bien, outrepassa le cadre purement méthodologique des « archives », mais représente un mouvement scientifique global, aujourd'hui victorieux, qui traverse la sociologie des mouvements sociaux, mue par la mise en avant d'une nouvelle « fiction », celle consistant à faire « comme si » on était le sujet d'une action historique, à substituer le sujet fabriqué par une opération de laboratoire au sujet qui « fait l'histoire »<sup>7</sup>, (non plus le « prince » de jadis, mais le manifestant ou le révolutionnaire). Dans cette perspective qui promet le « retour des acteurs », de « reconstruire leurs motifs au plus près de ce qu'ils font et de ce qu'ils pensent »<sup>8</sup>, la prévalence dans l'analyse est à « l'interactionnel », la restitution des « trajectoires » et de la multiplicité des expériences « vécues » lors de « situations de crise », et, comme par extension, accorde de moins en moins d'importance au « média » dans l'étude du mouvement social. L'élargissement de la contestation est ici expliquée par l'activation (ou la réactivation) des réseaux de sociabilités et de luttes militantes qui,

---

5. Je m'appuie en fait ici sur trois ouvrages de Michel de Certeau : *L'écriture de l'histoire*, 1975 ; *Histoire et psychanalyse, entre science et fiction*, 1987 ; *L'invention du quotidien*, tome I, *Arts de Faire*, 1990.

6. Fillieule, 2007.

7. Michel de Certeau, 1975.

8. Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012.

grâce aux expériences et apprentissages accumulés lors de conflits antérieures, assurent à la fois l'intermédiation et l'interprétation nécessaires à l'extension du mouvement social<sup>9</sup>. Le but de cet article n'est pas de faire la critique d'une approche à laquelle nous partageons d'ailleurs certains présupposés, mais d'attirer l'attention sur le poids des répertoires narratifs dans un contexte répressif ou des récits collectifs, journalistiques dans le cas de l'Égypte, représentent les principales « ressources » pour les manifestants.

## CYCLE DE MOBILISATION COLLECTIVE OU CYCLE D'ATTENTION MÉDIATIQUE

Cet article a pour point de départ une interrogation suggérée dans le cadre de ma thèse de doctorat, portant sur la couverture journalistique des mouvements sociaux par deux journaux de la presse privée, al-Massry al-Youm et al-Dustôr, fondés au milieu des années 2000. Devant l'importance des articles, particulièrement bienveillants, consacrés par la nouvelle presse aux mouvements de protestation, il s'agissait de savoir comment cette couverture journalistique a-t-elle influencé ou participé à l'évolution de la pratique de l'action collective en Égypte depuis 2005. Quoique légitime, les termes de cette question de recherche se heurtent d'emblée aux critiques soulevées par Olivier Fillieule sur le recours aux archives journalistiques pour l'étude des mouvements sociaux<sup>10</sup>. En effet, dans son article sur l'utilisation, massive et souvent non contrôlée, de la méthode de la P.E.A (Protest Events Analysis) dans le champ de l'analyse des mobilisations collectives, Olivier Filleule pointe du doigt, entre autres, le problème de la systématisme des biais, problème qui tourne principalement autour de la question complexe de ce qu'il appelle les « cycles d'attention médiatique ». C'est-à-dire le piège que les données, qualitatives ou quantitatives, recueillies sur les mobilisations ne soient de simples artefacts propres aux logiques de fonctionnement des structures de presse. En ligne de mire, la notion de « cycle de mobilisations collectives » formulées par Sydney Tarrow dans son travail sur les grèves ouvrières dans l'Italie des années 1960-1970<sup>11</sup>. Notion qui a subi plusieurs régulations et développements au fur et à mesure des critiques adressées au modèle du « *political process* », et qui était censée apporter le caractère dynamique et relationnel pouvant expliquer la diffusion et l'évolution des modes d'actions collectives<sup>12</sup>. En s'appuyant sur une étude réalisée sur l'évolution du traitement de la

---

9. Sommier, 2010.

10. Fillieule, 2007. Voir aussi Fillieule, 1997.

11. Tarrow, 1989.

12. Sommier, 2010.

problématique environnementale au sein du journal le Monde, Filleule démontre que le regard médiatique porté sur une question sociale donnée est intimement lié non seulement aux caractéristiques propres des organisations qui la porte et à leur capacité à s'imposer sur l'arène médiatique, mais aussi et surtout aux conditions dans lesquelles sont produites les sources de presse. A l'« histoire » d'un mouvement ou d'une question sociale correspond en vérité une « autre » histoire, celle du journal et de la structuration ou légitimation progressive d'une rubrique, visible à travers l'évolution des caractéristiques des journalistes chargés de couvrir l'actualité de l'environnement. En conséquence, les conclusions tirées du dépouillement des archives de presse ont toutes les chances d'être de simples « reliques », des repères totalisants qui informent plus sur les logiques de fonctionnement d'une entreprise médiatique que sur l'évolution réelle des phénomènes observés.

Les réflexions d'Olivier Filleule si elles ont le mérite de soulever un problème méthodologique fondamental, celui d'une utilisation non contrôlée ou non maîtrisée de la P.E.A, doivent être impérativement revisitées et discutées dans le cadre d'un régime autoritaire où le coût répressif d'une action collective est fort élevé, mais aussi en tenant compte de la place particulière de la presse écrite dans l'histoire de la contestation politique et sociale égyptienne. Trois observations fondamentales doivent être d'emblée présentées.

1. Le récit médiatique n'est pas une archive comme les autres. A la différence des sources administratives et policières, il ne se limite pas à enregistrer ou informer les responsables politiques et sécuritaires. La raison d'être d'un « texte » journalistique ou d'une information télévisée est d'être lu ou vue par le plus grand nombre, et si possible influencer sur les perceptions et les choix des lecteurs ou téléspectateurs. La « mémoire » médiatique bénéficie d'une logistique et une légitimité historique qui l'autorise à l'interprétation-diffusion immédiate. Prolixe, journalière, mais surtout injonctive et performative, la narrativité médiatique relève d'un type de récit qui prétend, au nom des « faits » et de l'« actualité », expliquer quotidiennement ce-qui-se-passe<sup>13</sup>.

2. Si le récit médiatique camoufle, à travers les histoires qu'il raconte, le milieu et les conditions sociales de sa fabrication « le faire de l'histoire », il possède néanmoins la capacité de produire un langage d'unité et de communication, un discours de la conjonction qui permet de dépasser « les contradictions nées de la violence du temps ». Il compense, comme dit Michel de Certeau, « les disjonctions

---

13. Certeau, 1987.



croissantes créées par la division du travail, par l'atomisation sociale et par la spécialisation professionnelle »<sup>14</sup>. Il n'est d'ailleurs pas impossible que la condition de possibilité de cette « habitabilité du présent », soit la mise à distance des récits médiatiques par rapport à la *praxis* qui l'organise ou les forces politiques ou économiques qui l'abritent.

3. Olivier Fillieule propose de remplacer la méthode de la PEA par le questionnaire, dans le cadre d'une nouvelle approche des mouvements de protestation qui privilégie le temps court ou l'étude d'une mobilisation dans son déroulement<sup>15</sup>. Le but étant de passer par le témoignage direct afin d'éviter les biais propres aux sources de presse. Mais c'est bien sur le plan de la diffusion *stricto sensu* des mobilisations d'un site à un autre, surtout en l'absence d'une forme de communication directe entre groupes protestataires, que l'analyse du récit médiatique peut être utile. Car il est tout à fait probable que des mouvements partageant, ou *croyant* partager, les mêmes maux et les mêmes raisons de manifester soient informés via les médias à la fois sur les conditions de déclenchement d'une mobilisation que sur les phases de son évolution. Il est tout à fait probable que les « suivistes »<sup>16</sup>, dans une période d'intense couverture médiatique, reproduisent, ou tentent de reproduire, le *schéma* de déclenchement et d'évolution d'une mobilisation rapportée par les médias et non pas celle « réellement » effectuée par les « initiateurs ». Autrement dit, ce qui semble échapper à Olivier Fillieule c'est que dans ce cas, ce qu'il appelle le problème des « cycles d'attentions médiatiques » est le problème non pas seulement du chercheur, mais potentiellement aussi celui des manifestants eux-mêmes ! En vérité, si cycle de mobilisation ou diffusion il y a, c'est souvent d'abord grâce à la capacité qu'ont certaines actions collectives, narrées, à *faire croire* que l'histoire se révèle ou se résume dans tel ou tel événement.

#### LA PRESSE « PRIVÉE » OU L'AVÈNEMENT D'UN NOUVEAU « LIEU » DE PRODUCTION JOURNALISTIQUE

La sociologie des médias s'est surtout appliquée ces dernières années à démasquer les variables organisationnelles et temporelles qui s'abritent derrière le stéréotype du « journaliste » comme profession libérale. Une sociologie du journalisme « en train de se faire » a permis ainsi de démontrer le caractère profondément « collectif » de l'écriture journalistique : du processus de codification du discours de presse, les

---

14. *Ibid.*

15. Mayer, Favre, Fillieule, 1997.

16. McAdam, 1995.

effets de routinisation du travail journalistique, ainsi que la division du travail qui préside à l'élaboration de tout bulletin d'information, font apparaître l'existence d'une chaîne de production et de contraintes pratiques qui mettent en garde contre une vision individualiste de l'opération de mise en récit des événements. Cette dernière est d'abord le fruit d'un faisceau d'interactions, d'interdépendances et de mécanismes d'incorporation qui ont souvent pour effet d'« homogénéiser » les différentes formes de traitement de l'actualité<sup>17</sup>. Mais en dehors de ces limites institutionnelles ou sociologiques, on voudrait ici interroger les frontières « naturelles » de l'opération de circonscrire par l'« article » ce qui relève par essence de la « pratique », de l'« agir » et de l'« expérience » sociale, expérience dont l'épaisseur ne se limite certainement pas aux instants de *visibilité* protestataire (grèves, sit-in, manifestations...), mais s'inscrit dans la continuité des profondeurs océaniques de la résistance quotidienne<sup>18</sup>. Si comparaison est possible avec les réflexions de Michel de Certeau sur les « pratiques » d'espaces, l'« article » est à l'« action » collective ce que le « texte » urbanistique représente pour les « pratiques » cheminatoires et autres appropriations du système urbain par le marcheur : une « relique », « un repère totalisant » et « réversible » à la place des « énonciations piétonnières » qui jouent sur et avec les planifications spatiales. De Certeau, qui philosophe sur les « tactiques » du quotidien, démontre comment la ville-concept, reflet d'une utopie scientifique et politique de maîtrise et de dépassement des « contradictions nées du fait urbain », s'origine d'une « pulsion scopique » et panoptique qui a pour préalable une « procédure d'oubli », c'est-à-dire une méconnaissance des appropriations journalières et inventives des usagers de la ville. Depuis le 110<sup>e</sup> étage du World Trade Center, du temps où les célèbres tours de Manhattan dominaient encore le ciel de la mégapole américaine, Certeau aboutit à une constatation épistémologique majeure : l'élévation suppose un abandon, *une mise à distance*. L'œil panoramique que permet le surplomb est une fiction, un « simulacre » qui a pour condition de possibilité un éloignement du « down », de l'« ici-bas » où s'évanouit l'observation totalisante de l'« ordinaire » de la vie urbaine. A la *cohérence* et *lisibilité fixiste* des planifications géographiques ou urbanistiques, *créatrices de lecteurs*, s'oppose ainsi

---

17. Neveu, 1993.

18. Voir ici la thèse de Marie Duboc pour les mobilisations des ouvriers de l'industrie textile en Egypte, *Contester sans organisations : Stratégies de mobilisation, question sociale et espace de visibilité dans les grèves de l'industrie textile égyptienne 2004-2010*. A travers une étude ethnographique réalisée dans deux villes du delta du Nil (Mahalla al-Kubra et Shibin al-Khawn), l'auteur tente d'observer ce que l'action collective des ouvriers, actions visibles et organisées, doit aux caractéristiques locales et aux pratiques de résistances quotidiennes.

une prolifération de pratiques illisibles, labyrinthiques, rusées et non maîtrisables de marcheurs créateurs.

Le parallèle a un but. Dans sa prétention à la médiation et à la représentation, au double sens du terme, le texte journalistique partage avec la « carte » urbanistique ou géographique à la fois leur impuissance à remplacer les « performances » ou « expériences » dont ils prétendent rendre compte, puisqu'elles ne s'expriment que dans leurs effectuations, que dans leurs mouvements mêmes, mais aussi leur capacité à transformer ces dernières en surfaces de lisibilités. Elles proviennent d'un processus historique de technicisation, d'autonomisation de discours et de définition d'un *lieu propre* de formulation et de projection. Elles se positionnent donc dans le domaine de la « stratégie », telle que définie par Michel de Certeau : un type d'*action* ayant pour caractéristique première le *pouvoir* de se doter d'un *lieu propre*, d'une base circonscrite à partir de laquelle « *un sujet de vouloir et de pouvoir* » (une institution, une entreprise, une armée...) gère ses relations avec une force étrangère (un concurrent, une menace, une cible...). Par l'instauration d'un champ « propre » de gestion, de capitalisation et d'anticipation/expansion, la « stratégie » est une « victoire du lieu » sur les aléas et les risques du temps. Mais elle renvoie aussi à un type de *savoir* spécifique, panoptique, qui permet de muer l'extériorité en données observables, lisibles<sup>19</sup>.

L'observation de l'histoire de la naissance de la presse privée en Egypte permet, dans un premier temps, de situer les caractéristiques des récits journalistiques sur les mouvements de protestation sur cette base. La fondation d'un nouveau complexe de production journalistique, le journal « privé », qui s'appuie sur une nouvelle organisation du travail, de recrutement professionnel et d'un nouveau type de financement ont *permis* la formulation d'une pratique et une écriture journalistique sensiblement distinctes de celles de l'Etat ou de partis. La différence entre le journal al-Ahram, porte parole de l'Etat, et un journal d'opposition comme al-Dustôr n'est pas qu'affaire de positionnement politique, mais renvoie d'abord à l'instauration d'un milieu d'élaboration, d'une assise financière et de méthodologies médiatiques autres. Même si tous les journaux privés ne sont pas comme al-Massry al-Youm et al-Dustôr, l'avènement d'une presse financée par des hommes d'affaires est fondateur en Egypte d'une offre journalistique nouvelle qui rompt avec les traditions journalistiques antérieures. Ici une nouvelle organisation technique, qui s'arque-boute sur un pouvoir économique cherchant à infiltrer le milieu, a *permis* à la fois la publicisation et la « découverte » d'une problématique

---

19. De Certeau, 1990.

ignorée, le mouvement social, ainsi que la consolidation victorieuse d'un type inédit de narration de l'actualité. Certes des journalistes illustres comme Ibrahim Eissa, Khaled al-Balchy, ou Hisham Khacem, ont joué un rôle fondamental dans ce processus de rupture avec les productions médiatiques dominantes à l'époque. L'introduction d'un journalisme d'« information » qui s'inspire du modèle anglo-saxon doit beaucoup à la gestion par Hicham Khacem du quotidien al-Massry al-Youm. De même on ne peut ignorer le talent et le combat du journaliste écrivain Ibrahim Eissa, fondateur et rédacteur en chef emblématique du journal al-Dustôr, dans la définition d'un nouveau journalisme plus sensible aux attentes du public que celles du régime. Mais, comme le rappelle bien Christian Delporte<sup>20</sup>, étudier l'histoire de la profession par la focalisation sur quelques parcours singuliers de journalistes stars, pourrait conduire bel et bien à conforter « une vision mythologique du journalisme perçue au travers de ses modèles, ses héros, ses dieux »<sup>21</sup>. Les mutations de la pratique journalistique en Egypte ainsi que l'attention, progressive, accordée par ces nouvelles structures à la couverture du mouvement social, relève d'abord d'un *lieu social* de fabrication médiatique. Fabrication articulée sur le talent et les ambitions d'une nouvelle génération de journalistes, une organisation du travail journalistique, un financement privé et une infrastructure ; soumise à des contraintes politiques et économiques ainsi qu'aux caractéristiques d'un champ journalistique dominé par une presse dite « nationale » qui entretient des rapports privilégiés, sinon exclusifs avec le pouvoir ; inscrite dans un mouvement social global caractérisé par la montée de la contestation. Que ce nouveau lieu de fabrication des récits médiatiques ne puisse bénéficier de la stabilité ni de l'assurance que peut lui procurer l'établissement d'un « propre » face à la menace autoritaire, redoublait de son efficace subversif. Face à la prédation du régime et une posture d'inégalité vis-à-vis des médias de l'Etat, surtout quant à l'accès aux sources officielles, une logique de position et de survie imposaient à cette presse naissante la couverture et la valorisation de problématiques jusque-là délaissées par les institutions médiatiques égyptiennes. Derrière l'apparente posture de l'opposition au régime (al-Dustôr) ou la recherche d'un journalisme purement informationnel (al-Massry al-Youm), les fondations d'une légitimité et d'une « place » s'instaurent et définissent les frontières où une nouvelle rationalité journalistique va désormais situer son action. Un témoignage de Hicham Khacem<sup>22</sup> sur le projet de création du journal

---

20. Delporte, 1999.

21. Temimi, 2001.

22. Hicham Khacem est une grande figure du paysage médiatique égyptien. Méconnu du grand public, il est pourtant le principal architecte du journal al-Massry al-Youm. Il fut directeur de l'institut médiatique al-Massry al-Youm depuis sa création en 2004 jusqu'à 2006.

---

al-Massry al-Youm, résume parfaitement comment dans l’Egypte des années 2000 l’émergence d’un « lieu d’observation » journalistique « privé », avait implicitement impliqué une reformulation du rôle du « journal » dans ses rapports avec le régime et à la société :

« Mon idée était de faire un journal purement informationnel, fuir la polarisation qui gouverne la presse égyptienne entre le régime et l’opposition et s’introduire dans une zone complètement vide qui est celle de l’information. Et ce fut très difficile de convaincre les propriétaires et mes collègues d’une telle conception. Le premier rédacteur en chef que j’ai engagé était Anwar al-Hawary. J’avais une très mauvaise relation avec lui. Je constatais qu’il essayait de s’éloigner de l’idée du journal d’information. J’ai trouvé par exemple qu’il a avait mis un titre du genre : « La maudite décision d’unification des appels à la prière ». Je lui ai dit non, moi je ne veux pas ton opinion, moi je veux savoir si cette décision va s’appliquer à toutes les mosquées ou non, est ce qu’on va utiliser des CD, comment ils vont s’organiser, bref des informations et on laisse au lecteur décider lui-même si cette décision est maudite ou pas. Après 6 mois il eut une grande dispute entre nous sur une question d’annonce publicitaire, et qui s’est soldée par sa démission. En même temps le régime n’était pas content. Souvent Magdi al-Gallad, qui succéda à Anwar al-Hawary, venait me prévenir que la Sûreté de l’Etat est très en colère contre tel ou tel article. Je répondais qu’ici on ne fait pas de politique, on réunit des informations, on les traite puis on les vend. Tant que l’information est bonne, il n’y a plus de place à des considérations politiques. Dis leur de regarder ce que les journaux d’opposition écrivent, on est plus sérieux. Il me disait que pour eux c’était ça le problème, les gens nous croient. En fait, au regard de mon passé d’opposé politique, de mes combats pour la protection des droits de l’homme, ils pensaient que j’allais amener le journal vers l’opposition au régime, à les attaquer. Ils se sont dit ce n’est pas grave, il y a beaucoup de journaux d’opposition qui protestent, mais lorsqu’ils ont découvert que le journal était un journal d’information, ils ont été surpris. Ils n’ont pas imaginé que j’allais fonder un journal d’information et que les gens puissent nous croire »<sup>23</sup>.

Les imbrications fortes entre les journaux dits « nationaux », dont les dirigeants sont souvent aussi membres du PND ou rapprochés de Moubarak, et les instances politiques et publiques de l’Etat, faisaient de

---

23. Entretien avec Hisham Khacem, ancien directeur de l’institut médiatique *al-Massry al-Youm*, Le Caire, 2013.

toute information ou simple déclaration provenant de ces dernières le monopole des journalistes d'*al-Ahram* ou *al-Gomhouriyat*. Chercheurs, professeurs universitaires, militants, opposants politiques ou association de droits de l'homme remplacent alors les indisponibles ou inaccessibles ministres, dirigeants d'institutions publiques, hauts fonctionnaires ou autorités syndicales comme principales sources d'information et de définition du sens à donner aux événements. Un témoignage d'Anwar al-Hawary, premier rédacteur en chef du quotidien *al-Massry al-Youm* et qui a fait partie de l'équipe fondatrice du journal est fort révélateur sur cette logique de « place », ou ce que Khaled al-Balchy appelle la « formule de l'existence » pour signifier l'impératif de démarcation auquel était soumis *al-Massry al-Youm* pour s'imposer dans un champ journalistique dont le fonctionnement était articulé, jadis, sur la capacité du journaliste à fidéliser les sources officielles. Désormais, dans le cadre d'une nouvelle structure où la majeure partie des rédacteurs n'ont aucune expérience professionnelle et non membres du syndicat<sup>24</sup>, l'apprentissage du métier et l'excellence professionnelle passeront non pas par un impossible accès aux autorités officielles, au regard des blocages institutionnels auxquels doivent faire face un journaliste de la presse privée, mais par la capacité du journaliste à s'investir auprès de groupes sociaux marginalisés ou délaissés par la presse « nationale ».

« Quand on a commencé à publier, les sources non officielles étaient très disponibles, car elles n'avaient pas de tribune pour s'exprimer. En 2004 par exemple, pour écrire sur le mouvement Kifayat, la plupart de ses membres venaient nous voir jusqu'au journal pour faire des entretiens ; et lorsque tu écrivais sur le parti *al-Wasat*, la plupart de ses dirigeants venaient aussi nous rendre visite ; ou encore si tu écris sur *Maktab al-Irhad*, Mahdy Akef nous appelait pour nous remercier. Donc avec ça on fabriquait une « info », alors qu'auparavant c'était l'Etat qui fabriquait les infos, et c'était aussi l'Etat qui les publiait. D'autant plus que la couverture n'était pas juste. On avait considéré l'information comme un droit pour tous les gens, et non un privilège des appareils de l'Etat. Pour cette raison on avait créé le plus grand réseau de correspondants en Egypte, à travers la rubrique des « gouvernorats ». (...) Une seconde idée, inspirée

---

24. La profession de journaliste en Egypte est profondément articulée autour du syndicat des journalistes, dont l'intégration reste le rêve et l'enjeu principal de tout jeune rédacteur, car il est synonyme à la fois de protection syndicale, de reconnaissance de réussite dans la profession, mais aussi reconnaissance des institutions étatiques (forces de l'ordre, ministères, institutions publiques, etc) qui n'accordent pas le même traitement aux journalistes syndiqués et non syndiqués.

d'une étude réalisée sur la presse à l'université de Columbia, un sujet qui portait sur « la couverture des sociétés marginalisées ». Et je trouvais ça adapté à la situation de l'Égypte. Je trouvais que l'Égypte réelle était délaissée, alors que les « unes » des journaux portaient uniquement sur le président, les hommes forts du régime, les ministres, et les nouvelles du PND, du gouvernement et du parlement ; et il y avait des ministres qui ne bénéficiaient pas de la couverture journalistique alors qu'une minorité de personnalités monopolisait l'attention médiatique. Tout le reste était marginalisé. On a donc décidé de jouer sur cette zone des marginalisés : ministres et parlementaires, villages et gouvernorats, partis politiques, société civile, la femme ainsi que les quartiers. J'avais aussi des journalistes très jeunes, donc je savais que je ne pouvais concurrencer al-Ahram et al-Akhbar qui sont les portes parole des ministères. (...) On avait le sentiment que les choses allaient changer, et qu'on ne pouvait se contenter de faire du journal une brochure de doléances, mais de faire de ces doléances une « information », et les problèmes et soucis des gens des investigations, et on est parti voir le citoyen jusqu'à chez lui, et on lui a présenté un service fondé sur l'information. Une troisième dimension de notre couverture, et qu'on n'allait pas laisser nos journalistes courir après les ministres, par exemple le ministre de l'éducation, mais il fallait que ce soit ce dernier qui cours après le journaliste dans les quatre mille écoles, c'est-à-dire que le rédacteur qui se charge de couvrir le ministère de l'éducation, ne couvre pas le ministère mais tout le dossier de l'éducation, et c'est le cas pour tous les ministères. Donc on n'a pas attendu que le ministre nous fasse part de sa générosité pour qu'on couvre ses activités et ses déplacements. Donc il fallait élargir le champ de notre couverture ». <sup>25</sup>

Le cas de la couverture de la problématique environnementale par une jeune journaliste du Dustôr, illustre de façon éclatante comment ce processus de renversement du privilège des sources traditionnelles ou « primaires »<sup>26</sup> dans la définition des problèmes en Égypte, a placé la presse privée au cœur de la dynamique protestataire des années 2000. Processus qui renvoie, *in fine*, à un nouveau mode de travail et de légitimation médiatique ainsi qu'aux contraintes pratiques auxquelles devaient faire face les journalistes d'une presse perçue dès le départ comme menaçante par le régime de Moubarak.

---

25. Voir al-Massry al-Youm, le 22 juin 2014.

26. Shlesinger and Tumber, 1995.



## **Al-Dustôr et la « découverte » du mouvement social « contre l'installation de l'usine Agrium »**

Nadia Dakhrour rejoint al-Dustôr en 2006. Après avoir obtenu sa licence en journalisme, Université de Hilwan, elle intègre directement le journal al-Dustôr alors hebdomadaire. Ce dernier a connu d'abord une première, brève et spectaculaire apparition vers la fin des années 1990, avant que le régime ne lui retire la licence de diffusion<sup>27</sup>. Le journal réapparaît en 2005 après plusieurs tentatives de publication sous la direction du même rédacteur en Chef Ibrahim Eissa, et le même propriétaire Ismaël Fahmy, homme d'affaire wafdiste qui a fait sa fortune dans le marché de l'édition. Comme pour le journal al-Massry al-Youm, al-Dustôr s'appuie essentiellement sur des jeunes rédacteurs pour lancer le journal. Excepté certains journalistes ou écrivains qui ont participé à la première expérience comme Ibrahim Mansour et Bilal Fadl, la plupart des journalistes qui intègrent la structure sont des jeunes fraîchement diplômés à la recherche d'un emploi. Ce fut Khaled al-Balchy, directeur exécutif du journal, qui fut chargé du recrutement des journalistes. Des centaines de candidats se présentent alors au journal et après plusieurs réunions et discussions, une quarantaine de journalistes furent choisis. Le choix s'est effectué, d'après Khaled al-Balchy, sur la base de « la capacité du candidat à proposer des idées intéressantes et à pouvoir les concrétiser ». Pris par l'urgence de publier, al-Dustôr n'a pas de stratégie médiatique claire comme ce fut le cas pour al-Massry al-Youm. Il se veut un journal d'opposition, indépendant, et durcit le ton dès les premiers numéros. Il fait alors des affaires de torture dans les prisons égyptiennes et des activités du mouvement Kifayat sa principale préoccupation. Malgré le succès et la célébrité du Dustôr, les conditions de productions sont « très difficiles » et les salaires, « dérisoires »<sup>28</sup>, des jeunes rédacteurs sont les causes de conflits permanents avec Ibrahim Eissa et le propriétaire. Khaled al-Balchy finira par quitter le journal, fin 2006, pour protester contre les prélèvements « répétitifs et injustes » des salaires des journalistes. Outre la censure, l'histoire du journal al-Dustôr est marquée par une légendaire précarité de ses journalistes, dont la plupart sont aujourd'hui en conflit direct avec Ibrahim Eissa.

L'arrivée de Khaled al-Sirgany, figure importante du paysage journalistique égyptien et journaliste d'al-Ahram, à la place de Khaled al-Balchy, avait pour objectif de faire passer le journal de l'hebdomadaire

---

27. El Khawaga, 2000.

28. D'après Khaled al-Balchy, le salaire le plus élevé d'un jeune rédacteur au Dustôr était situé aux environs de 80 Euro par mois. Mais la plupart des journalistes, s'ils sont payés, avait un salaire qui varie entre 20 et 40 Euro par mois.



au quotidien. Son recrutement coïncide avec le développement des protestations collectives et leur élargissement à des secteurs de la société jusque-là sans passé protestataire significatif, notamment le milieu des fonctionnaires. Al-Dustôr fait alors de la couverture et la valorisation du mouvement social sa marque de distinction.

« Premièrement, les mouvements sociaux ne bénéficiaient d'aucune couverture de la part des journaux du gouvernement, et pas tous les journaux privés pouvaient le faire, car cette dernière est lié à ses propriétaires, qui sont des hommes d'affaires. Donc lorsqu'il se produit une grève ou une protestation elle peut concerner un de ses amis. Donc lorsqu'on a voulu faire du Dustôr un quotidien, on s'est dit qu'on devait couvrir les sujets dont nous sommes les meilleurs, et c'était les mouvements de protestation. Et si par exemple, un autre journal comme al-Masry al-Youm publiait un article sur une protestation de paysans, nous on valorisait l'événement et on le publiait en première page. Deuxièmement, on avait considéré que ce public des mouvements sociaux était nos lecteurs. Donc on avait pris la décision d'élargir notre couverture à tous les mouvements de protestation, car ils devaient constituer notre public »<sup>29</sup>.

Cette nouvelle politique médiatique du journal va déterminer à la fois la nature des journalistes qui vont rejoindre la nouvelle équipe du quotidien, ce sont uniquement des professionnels du métier car le journal n'a ni le temps ni les moyens de les former, ainsi que l'organisation du travail au sein du Dustôr, organisation intimement dépendante des moyens financiers à la disposition de Khaled al-Sirgany :

« Premièrement al-Dustôr était un journal très pauvre financièrement. Par exemple, le journal possédait un seul ordinateur, pour un total de 80 journalistes. Ceci déterminait notre façon de couvrir et notre organisation du travail. C'est ainsi qu'on avait fusionné les deux rubriques, l'information et les investigations. Si tu vois les autres journaux égyptiens, chaque secteur de la société, la santé par exemple, est couverte par trois ou quatre journalistes. Nous on avait un journaliste pour trois ou deux secteurs à la fois. J'avais organisé le travail de la sorte : le rédacteur qui s'occupe du ministère de la santé se chargeait aussi du syndicat des médecins, du syndicat des pharmaciens, et les centres de droits qui avaient des liens avec la santé. Même

---

29. Entretien avec Khaled al-Sirgany, Le Caire, 2013.

pour ce qu'on appelle « la société civile », deux journalistes couvraient les activités d'une centaine d'organisations. Aussi, à cause du manque de moyens, le journaliste s'occupe à la fois d'un secteur social et les mouvements de protestation en rapport avec ce secteur »<sup>30</sup>.

C'est dans le cadre de cette réorganisation du travail au sein du journal et de l'intensification de la contestation en Egypte que la jeune journaliste Nadia Dakhroury se fit charger de couvrir les activités du ministère de l'environnement. Comme beaucoup de ses collègues, Nadia n'est pas militante et n'a participé à aucune activité politique ou sociale avant son entrée au journal. Avant le passage au quotidien, ses activités au sein du *Dustôr* se limitent à l'observation et à la formation. Elle est encore considérée comme stagiaire. Avec le passage au quotidien, Khaled al-Sirgany lui confie le ministère de l'environnement. Ce dernier est à l'époque fort déconsidéré par les journalistes : « seuls les journalistes sanctionnés se voient confiés la tâche de couvrir le ministère de l'environnement »<sup>31</sup>. Et globalement, les problématiques liées à ce dernier ne suscite aucun intérêt, ni des médias, ni des pouvoirs public ni de la société. Le sujet est restreint à certains cercles d'universitaires, militants de gauche ou associations qui peinent à publiciser les problèmes et les enjeux liés à la pollution en Egypte. Pourtant c'est vers ces derniers que la jeune rédactrice se tourne pour faire face à la difficulté, voire impossibilité, de communiquer avec les sources officielles.

« J'ai découvert qu'il était très difficile d'avoir une déclaration du ministère de l'environnement ou avoir une quelconque information, alors j'ai commencé à travailler sur le ministère en dehors de la boîte, c'est-à-dire que je partais dans les universités, je ramenais des études et je les publiais. Les sources officielles étaient complètement fermées. Mes sources furent alors des experts, des professeurs universitaires, etc »<sup>32</sup>.

Outre les études d'experts et d'universitaires, Nadia al-Dakhroury construit ces enquêtes sur la base des doléances de citoyens publiées dans le site internet du Centre de Droits de l'Homme. C'est là qu'elle découvre l'annonce d'Ahmad al-'Achmaoui, un membre du parti al-Tagammu', contre l'implantation d'une usine dans la région de *Damiette*. C'est le début d'une médiatisation intensive de la célèbre affaire « Agrium » et la constitution de la « compagne populaire contre

---

30. *Ibid.*

31. Entretien avec Nadia Dakhroury, Le Caire, 2014.

32. *Ibid.*

l'installation de l'usine Agrium à Damiette ». L'affaire remonte à 2007, lorsque la société canadienne « Agrium » obtint l'autorisation de l'implantation d'un site de production de l'ammoniac dans la petite ville côtière de *Ras al-Bar*, à quelques kilomètres de la ville de *Damiette*. Le projet se heurte dès le début à l'opposition de quelques associations et dirigeants locaux qui tentent par tous les moyens d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les dangers sanitaires et environnementaux liés aux activités de l'usine. Le développement de la contestation de la population locale contre le projet est parallèle à une couverture médiatique de plus en plus intensive, car le journal *al-Dustôr*, qui écrit de façon quasi quotidienne sur l'action et les activités du mouvement, incite progressivement les autres journaux et chaînes télévisées, même publiques, à s'y intéresser. Le mouvement rallie alors partis d'opposition, syndicats, parlementaires, personnalités politiques et artistiques et devient le sujet principal des émissions télévisées. Devant le développement, quantitatif et qualitatif des mobilisations de la population de Damiette, mobilisations qui culminent avec la manifestation du 29 avril 2008 où environ 10 000 personnes vont protester devant le siège du gouvernorat, une commission parlementaire recommande de déplacer l'usine hors de la région de *Rass al Barr*.

La trajectoire journalistique de Nadia Dakhrouy et sa participation active dans le processus protestataire de l'une des grandes mobilisations de l'Égypte des années 2000, trajectoire qui n'est d'ailleurs pas singulière, met en évidence l'importance des mutations de la pratique journalistique pour comprendre l'investissement de la presse privée dans la couverture des mouvements de protestation.

## DYNAMIQUE NARRATIVE ET ACTION COLLECTIVE : UN ITINÉRAIRE

Le récit médiatique est « stratégique » de par son articulation à un lieu de production, de par son pouvoir de transformer les complexités ou les incertitudes de l'histoire en surfaces de lisibilité, en « articles ». Mais il semble relever aussi, dans l'analyse que fait Certeau des récits d'espace, des pratiques tacticiennes à travers la capacité qu'ont des histoires journalistiques ou télévisées à articuler des pratiques d'espace. A ce titre, le narré médiatique de l'actualité se distingue des abstractions du discours scientifique par une *amplification d'actions spatialisantes*. C'est un *récit d'actions*. Il semble sauvegarder encore, d'une façon qu'on verra plus tard, ce qu'un processus historique d'autonomisation et de conceptualisation a fini par ôter aux représentations géographiques savantes : les *itinéraires* qui en étaient la condition de possibilité et qui permettaient d'exposer, sur une même surface, la description d'*un chemin à effectuer* et les « résultats d'un état de savoir ». En effet,

comme pour les pratiques cheminatoires, Certeau repère dans les activités journalières et ordinaires un premier et immense corpus où des formes élémentaires de récits guident et organisent des marches. A travers tout un répertoire de codes, d'expressions et de métaphores, une « syntaxe spatiale » sélectionne, place et déplace des pas, opère des jonctions entre des éléments disparates conduisant le voyageur d'un point à un autre, « elles font le voyage avant ou pendant que les pieds ne l'exécutent ». Les récits d'appartements ou de rues relève ainsi pour Michel de Certeau d'une première expérience de la quotidienneté qui permettent d'opérer, à travers une combinaison d'indicateurs de parcours et d'éléments de lieu, une traversée spatiale. Subtilités élémentaires d'une appropriation ou manipulation par un récit d'un ordre spatial imposé, mais où se manifestent aussi le plus clairement, les coordinations possibles entre un *faire* et un *voir*, c'est-à-dire « la relation entre l'itinéraire (une série discursive d'opérations) et la carte (une mise à plat totalisant des observations) ». Au-delà de ces micro-récits de la culture ordinaire, narrativités premières et quasi intuitives articlant *des opérations sur les lieux*, ce qui est en jeu ici c'est le récit d'actions collectives dans sa double dimension, performative et créative. Comme le précise Michael Sheringham, il y aurait pour Certeau une ambiguïté foncière du récit<sup>33</sup>. D'une part le récit délimite, circonscrit le champ d'action, trace des frontières et des « lignes de démarcation ». Il relève d'un ordre et institue de l'ordre. D'autre part, il permet des ouvertures et incite à des mobilités. Les frontières qu'il semble imposer sont en vérité trompeuses, elles sont-elles mêmes créatrices d'espace par le jeu d'interactions et de déplacements qu'elles génèrent ; du fait même de fixer, le récit implique déjà de la mouvance et de la dynamique. Les points de « bornage » sont autant de points de séparation que de rencontre. Elles sont « neutres ». Et ambivalence supplémentaire pour le récit médiatique, il possède, au nom du « réel », le pouvoir de montrer en cachant. Il joue « double jeu ». Le récit a donc une fonction d'« autorisation » ou de « fondation ». Comme pour les actions rituelles qui précédaient chez les romains toute action guerrière, politique ou commerciale, le récit « ouvre l'espace » aux opérations ou entreprises « qui se risquent hors des frontières » :

« C'est une fondation. Elle « donne espace » aux actions qu'on va entreprendre ; elle « crée un champ » qui leur sert de « base » et de « théâtre ». Tel est précisément le rôle premier du récit. Il ouvre un théâtre de légitimité à des actions effectives. Il crée un champ qui autorise des pratiques sociales risquées et contingentes »<sup>34</sup>.

---

33. Sheringham, 2007.

34. De Certeau, 1990.

---

Les enquêtes que nous menons actuellement en Egypte ont pour objectif, entre autres, l'étude des articulations possibles entre une narrativité journalistique engagée et des actions collectives en contexte autoritaire, à travers ce que nous avons appelé « un itinéraire d'action collective ». C'est-à-dire la capacité qu'a un certain type de performance collective, récitée, à agir sur une dynamique protestataire en incitant d'autres mouvements, potentiellement intéressés, à l'émulation. Nous partons de l'idée que, dans certaines circonstances, ce qui circule, se diffuse ou se transmet en termes de répertoires, ce ne sont pas des actions, mais plutôt des « récits d'actions ». Aussi, se pose la question de la dimension performative et créative du récit journalistique. Par « itinéraire » nous voulons dire la possibilité pour un groupe social qui cherche à exprimer son mécontentement ou ses demandes de bénéficier, à travers une couverture médiatique instantanée, d'une « représentation » d'ensemble d'une action collective ; il renvoie à un enchaînement particulier de séquences et d'actions-réactions *délibérément* recherchées par les protestataires afin d'aboutir à un résultat espéré d'avance. En comparaison avec la notion de « répertoire »<sup>35</sup>, et grâce à une « mise en scène » médiatique, celle d'itinéraire constitue une représentation *schématisée* d'une action collective : sa configuration de départ, son évolution après interaction ou confrontation avec les forces de l'ordre, les résultats de l'aventure. Elle suppose une connaissance des réactions préalables des principaux intervenants dans un processus protestataire, dérivant d'une lecture stratégique de leurs actions (outre celle du régime, la position des médias, l'opinion publique internationale, etc). Plus qu'un *modèle* d'action, l'« itinéraire » est un chemin à suivre et qui dans l'esprit des protestataires, doit aboutir inexorablement à un résultat bien défini, la reproduction d'une action collective réussie (celle par exemple des fonctionnaires de l'impôt foncier qui ont réussi à quintupler leurs salaires<sup>36</sup>). Ce chemin de l'action se construit ou se reconnaît à partir de « *transitions séquentielles* ». Chaque séquence se construit elle-même d'une multitude d'événements qui assurent le « sens du mouvement », aboutissant à un événement majeure qui conduit vers un autre chapitre du processus protestataire. *En référence à l'itinéraire espéré, les manifestants poussent délibérément à une reproduction séquentielle du modèle de départ. C'est bien la volonté de rejouer cette performance « fondatrice » et « autorisante », ainsi que la croyance de partager les mêmes maux et les mêmes conditions objectives de « répéter le coup », qui explique le recours des « suivistes » à telle ou telle forme d'action et les similitudes observées entre des trajectoires de mobilisations. A*

---

35. Tilly, 1984 ; Offerlé, 2008.

36. Entretien avec Tarek Mostapha, président du syndicat indépendant des fonctionnaires de l'impôt foncier, Le Caire, 2014.

plusieurs égards, presque toutes les grandes mobilisations survenues en Égypte à partir de 2007 ont été des tentatives de reproduction des sit-in des ouvriers de Mahalla al-Kobra et des fonctionnaires de l'impôt foncier. Créant une sorte de *précédent* dans l'histoire protestataire égyptienne, leurs mobilisations ont opéré chez le travailleur égyptien une stimulation psychologique sans borne, une confiance dans ses capacités à bouleverser un ordre qu'il a de tout temps estimé injuste, humiliant, mais répressif et insurmontable<sup>37</sup>. Mais plus qu'un sursaut de confiance ou une « libération cognitive »<sup>38</sup>, les deux mouvements, par leur spectaculaire médiatisation et par l'enchaînement particulier des événements, offrirent à des classes sociales opprimées, craintives et sans passé contestataire significatif, un modèle d'action réussi, adaptable, empruntable, rapide et dont le coût répressif est relativement faible. Il va sans dire qu'un tel itinéraire est, d'abord, une production purement médiatique, il n'existe que récité. C'est une fiction ; « des coups s'y racontent non des vérités »<sup>39</sup>. Il résulte du pouvoir qu'a une narrativité journalistique instantanée et journalière à simplifier l'histoire et schématiser des parcours. Deux mouvements qui organisent notre itinéraire.

### **La mise à disposition par la mise à distance**

La narration médiatique du sit-in des employés de l'impôt foncier en décembre 2007, performance novatrice tant au niveau de l'ampleur de la mobilisation (une dizaine de milliers de manifestants) que par le site choisi pour manifester (le conseil des ministres), correspond à la représentation que tel ou tel journaliste a pu ou a voulu faire de cette mobilisation. Les contraintes inhérentes à l'exercice de la profession, la censure ou l'autocensure, ses affinités politiques ou idéologiques, les intérêts du propriétaire ou du rédacteur en chef, agissent dans le champ du métier comme autant de barrières à une transcription fidèle, constante et approfondie d'un mouvement social. Pour des raisons qui lui échappent souvent complètement, le journaliste du Massry al-Youm ou du Dustôr ne peut reproduire par l'écriture journalistique, et tout ce que cette opération occulte d'institutionnel ou de collectif, ni les longues heures passées par les employés ou les ouvriers à la préparation de leur manifestation, ni les logiques sociales ou politiques qui ont participé à son émergence, c'est-à-dire, finalement, le « vécu » même de ces groupes sociaux. Ce qui est présenté par les employés

---

37. Entretien avec Kamal Abbass, directeur du Centre des Services Syndicaux et Ouvriers, Le Caire, 2014.

38. McAdam, 1982.

39. De Certeau, 1990.

eux-mêmes comme une « épopée »<sup>40</sup> cache en vérité des divisions profondes, des « trahisons », des doutes, des trajectoires diverses et des intérêts contradictoires. Derrière le Récit épique et « visible » d'une aventure collective de quelques jours, s'éclipsent et s'oublent des milliers d'histoires, des luttes quotidiennes et d'infinies tractations.

« Dans notre interminable lutte contre l'injustice de l'Etat égyptien, notre principal ennemi étaient les fonctionnaires eux-mêmes. Habitué à la servitude et à l'humiliation, notre plus grand défi était de les convaincre du bien-fondé de notre combat. Je me rappelle que le premier jour de mon travail, au milieu des années 1990, je découvris que le directeur du service faisait travailler pour son propre compte, gratuitement, dans les champs, tous les employés du service, sans que personne n'ose contester quoi que ce soit. Le fait de refuser de travailler dans les champs me valait des problèmes constants avec lui. Il voyait que j'étais différent, que je n'acceptais pas cette situation, et j'étais tout le temps menacé de licenciement. Les employés étaient divisés en trois parties, ceux qui étaient contre nous, nous combattaient et nous considéraient comme des fous, et c'était la plus grande partie ; une seconde catégorie de travailleurs se situaient au milieu, ils n'étaient pas contre nous, mais en même temps ils n'étaient pas avec nous, ils attendaient de voir ce qui va se passer ; et puis une dernière partie qui nous soutenait et se mobilisait constamment. Malheureusement ce fut cette dernière catégorie de fonctionnaires qui était la moins nombreuse »<sup>41</sup>.

Ce que le journaliste pourra retenir ou enregistrer du sit-in organisé par les fonctionnaires du 3 au 14 décembre 2007, c'est une « histoire », un « résumé » par le « texte » d'une performance sociale déterminée, une construction visuelle que l'œil peut maîtriser et transmettre. En d'autres termes, il mue le « vécu » d'un mouvement en un *support d'action*. Mais précisément parce que le média est « infidèle » et « irrégulier » qu'il agit puissamment sur la dynamique des mobilisations ; il « fait l'histoire » par cette capacité même à métamorphoser l'agir en narrativité. Par l'« histoire », c'est-à-dire par la transmission scripturale ou télévisée, il opère une simplification historique, court-circuite les processus souvent très lents à l'origine de la mobilisation, et, en ce sens, il *débloque* des répertoires d'actions et ouvre les possibilités d'une probable tentative

---

40. Après la « réussite » de leur sit-in en décembre 2007, le mouvement des employés de l'impôt foncier va publier un document d'une soixantaine de pages où il raconte l'histoire du mouvement et des principaux événements protestataires : Jamal Awyda, *L'épopée du sit-in des fonctionnaires de l'impôt foncier*, Le Caire, Centre des Etudes Socialistes, 2008.

41. Entretien avec Tarek Mostapha, Le Caire, 2014.



et tentative d'émulation. En somme, la condition même de circulation ou l'élargissement des mobilisations étant cette *visibilité* qui cache des processus et mécanismes complexes et invisibles. Une double mise à distance est ici le préalable d'une mise à disposition.

## La schématisation

Mais la narration journalistique d'un mouvement social n'est pas seulement une « transformation » par le texte d'une « expérience » ou d'un « faire » ; c'est aussi une schématisation, un découpage séquentiel qui ressemble fortement, dans sa nature, à celle qu'opère le chercheur qui étudie la dynamique d'une mobilisation : il fragmente le parcours d'un mouvement, traversé par des *transitions séquentielles significatives*, en une multitude d'articles censés représenter le cheminement victorieux d'une lutte perçue comme « juste » et « légitime ». Un premier découpage dans le tissu de l'histoire est donc, avant d'être repris par des chercheurs ou par des « suivistes », l'œuvre d'une plume journalistique. Le fameux sit-in organisé par les employés de l'impôt foncier fut précédé en effet par plusieurs autres mobilisations, mais la plus importante étant le sit-in organisé devant le conseil des ministres, du 3 au 14 décembre 2007, au terme duquel les manifestants obtiennent une de leurs principales revendications : le rattachement financier et administratif des employés au ministère des finances, au lieu des gouvernorats, afin de jouir de salaires et de primes similaires à ceux de leurs collègues travaillant aux impôts généraux. L'égalisation des conditions constitue ainsi un thème de mobilisation central est unificateur, et va être repris par la suite par tous les mouvements des fonctionnaires pour demander des augmentations de revenus. Des récits narrants le sit-in des employés de l'impôt foncier, on voudrait se limiter ici aux titres des articles publiés de façon quotidienne par le journal al-Massry al-Yooum.

1. **Le 03 décembre 2007** : « Les employés de l'impôt foncier refont aujourd'hui la grève ».

2. **Le 04 décembre** : « Des milliers de fonctionnaires de l'impôt foncier manifestent devant le siège du conseil des ministres ».

3. **Le 05 décembre** : « Les employés de l'impôt foncier continuent leur grève et le sit-in devant le conseil des ministres ».

« Les employés de l'impôt foncier continuent leur "défi" : "On ne quittera pas la rue sans solution" »

4. **Le 06 décembre** : « L'enfant "Islam" est venu participer avec son père au sit-in et devient crieur »

« Des histoires du sit-in de milliers de citoyens devant le conseil des ministres »

« Les employés de l'impôt foncier dépassent le premier ministre "Nadhif"...et recourent à "Abou Alaà" (Moubarak) »



« Les employés de l'impôt foncier menacent de déplacer leur sit-in devant le palais présidentiel ».. et scandent : « Ya Abou Alaà regarde tes enfants ».

5. **Le 07 décembre** : « Les employés de l'impôt foncier refusent d'accorder à "Mojawir" un délai pour négocier avec le ministre des finances.. et attendent le retour de Moubarak pour transférer le sit-in devant le palais présidentiel ».

« Trois employés des impôts fonciers tombent de crises cardiaques.. et les manifestants attendent le retour de Moubarak de l'étranger.

6. **Le 08 décembre** : « Les familles des employés de l'impôt foncier participent au sit-in »

« Les employés de l'impôt foncier font la prière du vendredi encerclés par les forces de l'ordre...et demandent l'aide de la "famille du président" »

7. **Le 09 décembre** : « Les employés de l'impôt foncier réclament la chute du gouvernement.. et se préparent à faire la prière du aïd devant le conseil des ministres »

8. **Le 10 décembre** : « Le ministre des finances répond aux manifestants : "Je vous promets de régler le problème mais sans me forcer la main" »

« Les employés de l'impôt foncier ferment les succursales et le ministre des finances répond : personne ne me force la main...Restez dans la rue »

« Les employés de l'impôt foncier ferment les succursales.. et quatre états d'évanouissement parmi les manifestants »

9. **Le 11 décembre** : « Le ministre des finances échoue à suspendre le sit-in de l'«**impôt foncier**» et les employés dans les gouvernorats continuent leurs grèves. « Le combat entre le ministre des finances et les employés de l'impôt foncier s'accroît après que le ministre soit revenu sur ses promesses »

**Le 12 décembre** : « Les employés de l'impôt foncier menacent de faire la grève de la faim.. et un soutien parlementaire pour les manifestants »

10. **Le 13 décembre** : « Les familles des employés de l'impôt foncier participent aujourd'hui au sit-in ».

« Les employés de l'impôt foncier commencent le jeûne islamique et chrétien devant le siège du conseil des ministres »

11. **Le 14 décembre** : « Le ministre des finances se soumet aux demandes des employés de l'impôt foncier et accepte de les réintégrer au ministère des finances et leur accorde quatre mois de primes »

« Les employés de l'impôt foncier suspendent leur sit-in et le ministre des finances accepte de les réintégrer au ministère des finances ».

Chacun de ces comptes rendus est en fait un « mémorandum prescrivant des actions »<sup>42</sup>. Dans leur déploiement journalier, soutenus par une couverture télévisée inédite, ils représentent les étapes ou les marches d'un itinéraire protestataire qui va du rassemblement de milliers de manifestants devant un lieu de pouvoir, jusqu'à la réalisation d'une revendication. La sélection parmi le flux d'informations ce qui doit être rapporté ou non agit dans le cadre de cette couverture au titre d'indicateur de parcours : « Si tu tournes à droite, tu trouveras ». Loin d'être une simple opération de camouflage ou de dissimulation, le tri journalistique a ici une fonction de balisage, il facilite la navigation. En « choisissant » dans la multiplicité des actions et des discours ce qui *marque* l'histoire d'une mobilisation, l'« attention médiatique » montre le chemin, elle *trace* un itinéraire d'action. Occultation ou mise à l'écart nécessaire si on ose dire car elle est en même temps synonyme d'orientation et de guidage. Ambiguïté fondamentale du récit médiatique, il montre en cachant. Tel un « journal de marche » où des données fournies par des voyageurs précisent les étapes à effectuer, ces articles englobent des descriptions de lieux et de personnages, des histoires de vies et des citations, des mises en garde et des pièges à éviter. Informations utiles et précieuses pour des mouvements qui se risquent dans des opérations dangereuses ou territoriales inconnus. La « participation des familles des employés au sit-in », « le commencement du jeûne islamique et chrétien » ou encore « la menace de la grève de faim » sont autant d'*indications transitoires*, des jonctions ou des ponts narratifs qui assurent le passage d'un point à un autre. Par les variations nouvelles qu'elles génèrent, ou qu'elles semblent générer sur la trajectoire de la mobilisation, variations qui font souvent la une du journal, elles transportent ou élèvent le mouvement vers des phases autres. Des *metaphorai* aussi. Dans la succession des événements protestataires, ces indications y injectent de l'unité, de la cohérence et du linéaire. Elle événementialise le temps de l'action collective. Simplification évidente et dangereuse, dira Fernand Braudel<sup>43</sup>, car cette sélectivité journalistique fait taire en même temps d'« autres préférences » ou d'autres lectures historiques possibles. Mais ce journalisme qui joue à l'historien sans le savoir ou le vouloir n'est pas sans conséquences sur une dynamique protestataire. Grâce à la narration d'actions collectives transgresseurs de « lieux », il s'agit aussi, pourtant, d'une forme plus complexe de manipulation par un récit d'un ordre social imposé.

---

42. De Certeau, 1990.

43. Braudel, 2013.

## BIBLIOGRAPHIE

- AWYDA J., 2008, *L'épopée du sit-in des fonctionnaires de l'impôt foncier*, Centre des Etudes Socialistes, Le Caire.
- DE CERTEAU M., 1975, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris, 376 p.
- DE CERTEAU M., 1987, *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Gallimard, Paris, 320 p.
- DE CERTEAU M., 1990, *L'invention du quotidien*, tome I, *Arts de Faire*, Gallimard, Paris, 416 p.
- DELPORTE C., 1999, *Les journalistes en France. 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Seuil, Paris.
- BRAUDEL F., 2013, *Ecrits sur l'histoire*, tome 1, Flammarion, Paris, 314 p.
- BENNANI-CHRAIBI M et FILLIEULE O., « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Retour sur les révoltes arabes*, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 767-796.
- BEN NEFISSA S., « Confluence médiatique et protestations sociales avant la Révolution du 25 janvier en Egypte : interrogations », *Sous presse Aux Presses de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO)*.
- DUBOC M., *Contester sans organisations : Stratégies de mobilisation, question sociale et espace de visibilité dans les grèves de l'industrie textile égyptienne 2004-2010*, Thèse de doctorat.
- EL KHAWAGA D., 2000, « Sisyphé ou les avatars du nouveau journalisme égyptien », *Egypte/Monde arabe*, n° 3, p 149-165.
- FILLIEULE O., 1997, « Archives policières, sources de presse et manifestations de rue », *Les Cahiers de sécurité intérieure*, n° 26, p. 153-176.
- MAYER N., FAVRE P., FILLIEULE O., 1997, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestations : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47<sup>e</sup> année, n° 1, pp. 3-28.
- MCADAM D., 1982, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, University of Chicago Press, Chicago, 346 p.
- MCADAM D., 1995, (réédition en 2002), « "Initiator "and" spinoff" movements : diffusion processes in protest cycles », in Traugott M. (éd.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Duke University Press, Durham.
- NEVEU E., 1993, « Pages politiques », *Mots*, 37, pp. 155-196.
- OFFERLE M., 2008/1, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, n° 81, p. 181-202.
- SHERINGHAM M., 2007, « Trajets quotidiens et récits délinquants », *Temps zéro*, n° 1 : <http://tempszero.contemporain.info/document79>
- SHLESINGER P. ; TUMBER H., 1995, *Crime. The Media Politics of Criminal Justice*, Clarendon Press, Oxford.

- SOMMIER I., 2010, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », In Eric Agrikoliansky et al. (éds), *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, p. 101-120.
- TARROW S., 1989, *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford University Press, Oxford.
- TEMIMI S., 2001, « D'un journalisme à l'autre : contours d'une identité professionnelle et évolution de son rapport au pouvoir politique 1923-1970 », *Égypte/Monde arabe*, Deuxième série, 4-5.
- TILLY C., 1984, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande Bretagne » dans *XXème siècle, Revue d'histoire*, 4, p 89-108.